

# 180 personnalités réclament un plan de relance verte pour un monde durable

samedi 1er août 2020, par [Michel Simonis](#)

**Nous appelons à une alliance européenne de décideurs politiques, de chefs d'entreprise et de dirigeants pour soutenir et mettre en place une relance durable.**

**Une opinion signée par 180 personnalités, publiée dans La Libre le 14-04-2020.**

**Intéressant, mais tout cela semble ambigu vu la liste des personnalités signataires.**

**Si le PDG actuel du Danone, Emmanuel Faber, est une personnalité intéressante et fiable, à mon avis, je m'interroge sur la présence dans la liste des PDG de Coca-Cola, Imbev, Umicore, Suez, Nestlé ou même Total...**

**Je joins donc à la plateforme une réaction d'Henri Goldman. Et que chacun puisse se faire une opinion. La mienne est résumée en partie par cette phrase de Golman (que j'ai soulignée), car si on récuse même les petits pas, on n'avancera jamais d'un pouce... Ce qui n'empêche pas la vigilance : ne soyons pas naïf. La transition ne se fera pas sans les acteurs actuels du capitalisme, mais celui-ci nage depuis toujours, et plus que jamais, dans l'ambiguïté... (Voir aussi mon Post Scriptum)**

**Voir aussi : <https://www.pearltrees.com/michelsim/covid19-retour-normal-relance/id32601531>**

## Sommaire

- [\[Chronique de l'après\] L'alliance ambiguë des « décideurs »](#)

Publié dans La Libre le 14-04-20 à 06h59 - Mis à jour le 14-04-20 à 09h43

Nous appelons à une alliance européenne de décideurs politiques, de chefs d'entreprise et de dirigeants pour soutenir et mettre en place une relance durable.

Une opinion signée par 180 personnalités (liste en bas d'article).

La crise du coronavirus frappe le monde de plein fouet. Ses conséquences sont universellement dramatiques. Nous souffrons, nous pleurons nos victimes. La crise teste les limites de nos sociétés. Nous sommes mis à l'épreuve : nous n'en avons jamais connu de pareille en temps de paix.

La lutte contre la pandémie est la première des priorités. C'est un test pour la solidarité européenne et pour nos institutions, mobilisées dès le début de la crise pour déployer des mesures de protection à la hauteur des enjeux. Nous tenons à saluer et soutenir les actions menées par les gouvernements, les institutions européennes, les autorités locales, les scientifiques, les soignants, tous les volontaires, les citoyens et les acteurs économiques. La crise dure, mais elle aura une fin. En luttant ensemble, nous vaincrons.

Dans cette situation d'une extrême difficulté, nous vivons un choc inédit pour l'économie et les travailleurs. Une réponse forte et coordonnée sur la durée est indispensable. Nous saluons les prises de position des leaders européens qui affirment vouloir faire "tout ce qui est nécessaire" pour contrer les conséquences sociales et économiques de la crise. Toutefois, il faudra aussi agir à plus long terme.

**Pour un modèle plus résilient, protecteur et souverain**

Après la blessure de la crise viendra le temps de la reconstruction. Avec lui, nous aurons l'opportunité de repenser nos sociétés. Il nous faudra développer un modèle de prospérité nouveau, compatible avec nos besoins et nos priorités. La guérison économique nécessitera des investissements massifs pour protéger des emplois et en créer de nouveaux, soutenir les entreprises, les régions et les secteurs qui souffrent de l'arrêt forcé et soudain de l'activité. Ces investissements doivent permettre l'émergence d'un modèle économique plus résilient, plus protecteur, plus souverain.

Ce sont justement les principes sur lesquels repose la transition écologique. La transformation vers une économie neutre en carbone, des systèmes agricoles plus durables et la protection de la biodiversité ont le potentiel pour créer rapidement des emplois, de la prospérité et améliorer la qualité de vie des citoyens. C'est ainsi que nous construisons des sociétés plus résilientes.

Il ne s'agira pas de recréer une économie ex nihilo. Au cours des dix dernières années, de nouvelles technologies ont été développées et les chaînes de valeurs se sont transformées. Le coût de la transition s'est massivement réduit, par exemple dans les énergies renouvelables, le développement de la mobilité "zéro émissions", l'agroécologie, l'efficacité énergétique, etc. Il y a 10 ans en 2009 après la crise financière, nous n'avions pas encore fait la preuve de la rentabilité de la rénovation thermique des logements, les voitures sans émissions n'étaient que des prototypes, l'énergie éolienne coûtait 3 fois plus cher qu'aujourd'hui, le solaire 7 fois.

La volonté politique est là. La stratégie aussi. Des projets de transition vers la neutralité climatique comme le Green Deal européen ont le potentiel pour reconstruire notre économie sur la base d'un nouveau modèle de prospérité. Nous considérons que préparer l'Europe pour l'avenir signifie construire les plans de relance nationaux et européen en inscrivant la lutte contre le changement climatique au cœur du moteur économique. Le temps de la mise en œuvre est venu.

### **Pour une alliance européenne de décideurs**

Nous reconnaissons également que l'impact social de l'épidémie de Covid-19 est déjà énorme et que résister à de nouveaux investissements dans la transition vers une économie neutre en climat, n'est pas la voie à suivre. Pour que des initiatives telles que le Green Deal européen continuent à être largement acceptées, elles doivent plus que jamais répondre aux besoins sociaux de notre société. Des progrès ont été réalisés dans l'identification des défis sociaux potentiels de la transition, et des outils ont été et peuvent encore être développés pour assurer une transition juste et équitable.

Nous appelons à une alliance européenne de décideurs politiques, de chefs d'entreprise et de dirigeants financiers, de syndicats, d'ONG, de groupes de réflexion et de parties prenantes à soutenir et à mettre en œuvre la mise en place de paquets d'investissement pour la relance verte et la biodiversité, qui serviront d'accélérateurs de la transition vers la neutralité climatique et des écosystèmes sains. Nous nous engageons à travailler ensemble, à partager nos connaissances, à échanger notre expertise et à créer des synergies pour mettre en place les décisions d'investissements dont nous avons besoin.

Le Covid-19 ne va pas chasser la crise climatique. Ces deux batailles, ne les opposons pas, mais gagnons-les ensemble. C'est cela qui nous rendra plus forts.

---

## **[Chronique de l'après] L'alliance ambiguë des « décideurs »**

Par Henri Goldman - 18 avril 2020 (sur son blog)

Le confinement crée des vocations. On est submergé de cartes blanches ou de libres opinions qui tirent des leçons de la crise sanitaire, afin que le monde d'après ne soit pas la reproduction de celui d'avant. Celle que j'épinglerai ici a été publiée dans La Libre du 14 avril sous le titre : 180 personnalités réclament

un plan de relance verte pour un monde durable. Parmi les signataires, on trouve un paquet de ministres en exercice, une collection d'europarlementaires, surtout libéraux et macroniens (Renew Europe) mais aussi socialistes et verts, dont certains que j'estime particulièrement comme Pierre Larrourou (S&D) et Philippe Lamberts (Verts). Ont également signé le président et les secrétaires généraux de la Confédération européenne des syndicats, mais aussi le PDG du groupe L'Oréal, le PDG de Danone, le PDG d'Unilever, le directeur général du groupe Suez, le PDG d'Umicore, le président d'Inbev, zone Europe, le PDG de Saint-Gobain, le président de Coca-Cola pour l'Europe de l'Ouest et le PDG de PepsiCo, inséparables, la PDG de Schneider Electric, le PDG du groupe Volvo, les PDG d'Ikea et la PDG du groupe H&M, ainsi qu'une belle brochette d'entrepreneurs opérant dans le secteur de l'énergie à l'affût de nouveaux marchés. Si Bill Gates avait été européen, il aurait sûrement signé.

Quant au texte, plutôt sympathique, il aspire à « un modèle de prospérité nouveau, compatible avec nos besoins et nos priorités » et appelle « à une alliance européenne de décideurs politiques, de chefs d'entreprise et de dirigeants financiers, de syndicats, d'ONG, de groupes de réflexion et de parties prenantes à soutenir et à mettre en œuvre la mise en place de paquets d'investissement pour la relance verte et la biodiversité ». Du coup, on comprend mieux le sens d'une telle liste de signataires. Celle-ci, ainsi que la généralité consensuelle des propos tenus, est tout à fait en ligne avec le Green deal promu par Ursula von der Leyen, la nouvelle présidente de la Commission européenne. L'alliance des forces économiques et sociales que ce texte appelle de ses vœux dessine le « bloc historique » sur lequel un tel projet pourrait s'appuyer.

Je n'ai pas le plaisir de connaître personnellement MM. Jean-Paul Agon (L'Oréal), Bertrand Camus (Suez) ou Emmanuel Faber (Danone). Même si, sur le plan moral, j'ai du mal à ne pas mettre en relation leur salaire de mercenaires de luxe et les licenciements boursiers auxquels ils ont à peu près tous procédé depuis qu'ils sont en poste, même si je doute qu'ils n'aient jamais pratiqué l'optimisation fiscale pour éviter de contribuer au financement des fonctions collectives à hauteur de leurs plantureux profits, je ne mets pas en cause leur nouveau credo écologiste, surtout quand ils opèrent dans des secteurs qui pourraient être dopés par des politiques sélectives de relance verte.

Je vais plus loin : même si l'économie de marché dérégulée et le productivisme forcené qui l'alimente sont directement à la base de la crise climatique et de la crise sanitaire qui la redouble, j'admets que cette relance ne soit pas explicitement anticapitaliste. La nécessaire transition écologique peut faire la fortune d'une forme de « capitalisme vert » qui investirait dans l'isolation des bâtiments, dans la mobilité douce et dans les énergies alternatives. Ce serait mieux que rien.

Les « zinzins »

Mais c'est aussi beaucoup trop peu. Car ce qu'aucun capitaliste ne fera jamais à l'heure de la mondialisation libérale, c'est de renoncer à produire dans les pays à bas salaires et faibles protections sociales et environnementales. Ni M. Agon ni M. Faber ne sont propriétaires de leur entreprise, ils n'en sont que les fondés de pouvoir provisoires. À l'âge du capitalisme financier, ce sont les « zinzins » (les « investisseurs institutionnels », comme les fonds de pension américains) qui font la loi dans les multinationales. Ces « zinzins » cherchent à capter l'épargne par la promesse d'un rendement maximal. Si, dans les entreprises qu'ils contrôlent, un PDG genre Agon ou Faber devait proposer de rogner les dividendes pour des raisons « éthiques », il serait viré dans l'heure. Et d'ailleurs, les capitaux en quête d'un meilleur rendement pourraient toujours s'orienter vers d'autres entreprises plus rémunératrices qui seraient récompensées par les marchés financiers pour n'avoir rien cédé aux lubies de « l'éthique ».

Comme ce n'est pas demain la veille qu'on se débarrassera du capitalisme, il faudra bien négocier avec lui des formes de compromis. Mais à partir des positions propres du mouvement social et de la prise en compte des intérêts de la majorité. Aujourd'hui, tout le monde est sans doute dans le même bateau. Mais tant que certains seront à l'aise sur le pont et d'autres entassés dans la cale, est-il bien opportun de brouiller les cartes dans un amalgame confus de prétendus « décideurs » ?

## **P.-S.**

Si je partage en partie ce dernier paragraphe d'Henri Goldman, je ne le suis pas dans la hargne du vocabulaire évoquant les "prétendus décideurs". Je suis lassé des éternelles polémiques irrespectueuses de personnes, alors qu'il serait plus efficace et productif de rencontrer chacun dans ses forces et ses faiblesses, avec les contradictions inhérentes aux différents positionnements socio-économiques. Si Pierre Larrouturou (S&D) et Philippe Lamberts (Verts) ainsi que le président et les secrétaires généraux de la Confédération européenne des syndicats ont signé ce plan de relance verte, c'est probablement qu'il vaut mieux ne pas cracher sur les tentatives d'avancées, même si elles sont un peu boîteuses, sans les taxer d'emblée de "green washing".

MS